

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20250414-lmc1372770-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mercredi 16 avril 2025  
Date de publication : 17/04/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 14 AVRIL 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/205</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 54 000 EUROS A L'ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE - PROGRAMME REGIONAL D'EXPERIMENTATION HORTICOLE / PROGRAMMES FLORISUD - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/205**

**BUREAU DU 14 AVRIL 2025**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 54 000 EUROS  
A L'ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE -  
PROGRAMME REGIONAL D'EXPERIMENTATION  
HORTICOLE / PROGRAMMES FLORISUD - ANNEE  
2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

**VU** la Délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la Délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 54 000 euros à ASTREDHOR MEDITERRANEE pour les actions de soutien en faveur de la filière horticole en 2025,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE d'un montant de 54 000 euros pour la réalisation de son programme d'actions durant l'exercice 2025 sur un budget prévisionnel global de 496 120 euros,

**CONSIDERANT** que l'un des buts essentiels d'ASTREDHOR MEDITERRANEE consiste à soutenir l'horticulture, accroître le potentiel de production, différencier les produits, améliorer la qualité et réduire les coûts de production en réalisant des études et actions de recherche appliquées,

**CONSIDERANT** qu'ASTREDHOR MEDITERRANEE veille à ce que les innovations développées à la station soient valorisées en entreprises et conduisent l'horticulture locale vers plus de compétitivité en respectant le cadre et l'environnement du territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** que la filière doit s'adapter à de nouveaux produits, nouveaux procédés de production, aux changements énergétiques et climatiques et aux nouvelles exigences tant environnementales que sociétales,

**CONSIDERANT** que l'horticulture, en perpétuelle mutation, nécessite toujours plus d'innovation et de recherches appliquées pour pouvoir s'adapter,

**CONSIDERANT** le programme régional d'expérimentation 2025, et le programme dans le cadre de la grappe d'entreprises FLORISUD Var Méditerranée (projet N°2 de FLORISUD "innovation et aide à l'optimisation des rotations intensives" et le projet "Pivoines Primeurs" de FLORISUD « maîtrise de la production de pivoines primeurs ») d'ASTREDHOR MEDITERRANEE,

**CONSIDERANT** la nécessité de maintenir en 2025 une aide financière de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à ASTREDHOR MEDITERRANEE afin de poursuivre les actions engagées depuis 2006,

**CONSIDERANT** la convention ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée avec l'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE en vue de l'attribution d'une subvention de 54 000 euros, soit 10,88% maximum du coût total du programme d'actions réalisé pour l'année 2025.

## ARTICLE 2

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

## ARTICLE 3

**D'INSCRIRE** cette dépense au Budget Principal de l'exercice 2025 : Imputation 65748, opération 1232 - Fonction 6312.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 14  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025**

**ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE**

**PROGRAMME REGIONAL D'EXPERIMENTATION 2025 – PROJETS DE RECHERCHE  
FLORISUD SUR LA FLEUR COUPEE DU VAR**

**ENTRE**

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107 boulevard Henri Fabre à **TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DM N° 25 / .....** en date du Bureau Métropolitain du **lundi 14 avril 2025**,

**Ci-après désignée « La Métropole »,**

**ET**

**L'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE**, sise 727 avenue Alfred Décugis - 83400 HYERES, représenté par le Président du Conseil Territorial Méditerranée, **Monsieur Philippe COURBON**,

**Ci-Après désignée « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Un des buts essentiels D'ASTREDHOR MEDITERRANEE (ex SCRADH) consiste à soutenir l'horticulture, accroître le potentiel de production, différencier les produits, améliorer la qualité et réduire les coûts de production. Pour cela, il réalise des études et actions de recherche appliquées. L'équipe d'ASTREDHOR MEDITERRANEE veille à ce que les innovations développées à la station soient valorisées en entreprises et conduisent l'horticulture locale vers plus de compétitivité en respectant le cadre et l'environnement du territoire métropolitain.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet [www.metropoletpm.fr](http://www.metropoletpm.fr), rubrique « Communication » (pied de page),
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».



## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE à hauteur de 54 000 euros pour la mise en œuvre le programme d'actions prévu dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 - opération 1232 - Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 10,88 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **54 000 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **37 800 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **16 200 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
  - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.



## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits.

En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour <b>L'ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président du Conseil Territorial Méditerranée <b>Philippe COURBON</b></p>	<p>Pour la Métropole <b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
---	---

## ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### CONTEXTE

Nouveaux produits, nouveaux procédés de production, adaptation au changement énergétique et climatique et aux nouvelles exigences tant environnementales que sociétales, l'horticulture est en perpétuelle mutation aussi elle nécessite toujours plus d'innovation et de recherches appliquées pour pouvoir s'adapter.

L'Assemblée Territoriale d'ASTREDHOR MEDITERRANEE du 23 septembre 2024 a validé l'ensemble du programme d'Action Territorial 2025-2027, dont les projets 2025 qui ont été élaborés en 2024 avec les professionnels consultés. La convention de partenariat signée avec le groupement PHILA FLOR de la SICA MAF est venu renforcer l'efficacité de la consultation et la pertinence des projets proposés : la demande d'aide pour l'année 2025, concerne 3 projets issus du programme d'expérimentation horticole 2025.

### ACTIONS DE L'ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE EN 2025

#### I. Le programme régional d'expérimentation 2025

Plus de 90% de ce programme concerne le secteur des fleurs et feuillages coupés, ce qui en fait un programme très varois et local compte tenu de la répartition géographique des entreprises. Mais le thème du paysage, élément essentiel du cadre de vie de la métropole est également traité avec la recherche de végétaux adaptés au climat et aux usages.

Les 3 actions de ce programme relèvent d'une logique d'ensemble liant innovation, rentabilité, écoresponsabilité et attractivité pour les futures générations d'horticulteurs. Tout d'abord ASTREDHOR cherche à innover en matière de gamme végétale afin de se démarquer et rester attractifs, mais aussi pour disposer de productions les plus adaptées au climat si changeant, et aux évolutions énergétiques récentes.

Les études conduites sur les techniques culturales ont ensuite pour objectif de développer des systèmes de productions ayant un impact minimum sur l'environnement. Trois produits phares sont travaillés (les anémones, les renoncules et le Lisianthus) ainsi qu'un produit en devenir le callas. Enfin, la recherche de nouvelles solutions efficaces de protection des cultures (maladies, ravageurs et mauvaises herbes) est constante afin de les maîtriser techniquement et de garantir l'efficacité économique globale. L'ensemble est réalisé dans un souci de respect majeur de l'environnement local.

#### 1. Évaluation agronomique et développement commercial de nouvelles productions florales adaptées aux changements climatiques et énergétiques en conditions méditerranéennes

Le Marché français est largement dominé par les fleurs coupées d'importations, à 90% en provenance des Pays Bas, centre d'échange et de commercialisation de la production mondiale (Kenya, Equateur, Colombie, etc.). Déjà en 2008, ces importations représentaient plus du double de la production française. La demande de fleurs françaises est toujours constante, notamment avec le Label « Fleurs de France », Pour autant, il existe une place pour une production « made in France ». Cette place a d'ailleurs été redécouverte à l'occasion de la crise de la COVID 19 et de la hausse du coût de transport.



La fleur française est clairement demandée par de nombreux marchés et les statistiques montrent une hausse de la demande en 2021. Il apparaît même des bouquets entièrement certifiés « Fleurs de France », le label étant maintenant demandé.

Pour vivre au milieu de cette concurrence mondiale, la floriculture française doit se démarquer et être innovante. Il est donc indispensable que la filière soit en recherche permanente de nouveautés les plus adaptées à nos conditions de production.

L'adaptation aux conditions de production repose principalement sur l'adaptation au facteur climatique, en cours de modification. Connaître la sensibilité des fleurs au changement climatique est un point crucial pour la filière.

La crise énergétique actuelle vient se superposer aux variations climatiques car le coût de l'énergie rend de moins en moins rentable la maîtrise totale du climat sous abri grâce au chauffage ou au refroidissement. D'ailleurs certaines cultures chauffées seront arrêtées en 2024, telles que les anthuriums ou les gerberas.

S'il faut faire évoluer les pratiques techniques, le choix génétique est également une voie importante pour maîtriser les productions en conditions de faible consommation énergétique.

Le changement climatique pose des questions sur l'avenir de la pivoine sur le littoral PACA, pivoine qui est le premier chiffre d'affaires de la SICA MAF d'Hyères. La SICA MAF engage donc dès maintenant une réflexion sur la diversification des productions.

Outre les essais ponctuels chez des producteurs, la station de Hyères est la seule station méditerranéenne à réaliser aussi complètement un programme d'évaluation variétale.

En 38 ans d'existence, la station ASTREDHOR est maintenant connue et reconnue par l'ensemble des obtenteurs (créateurs de cultivars) européens, américains et japonais spécialisés dans la fleur coupée. Avec l'explosion du coût de l'énergie, les essais se tournent plus que jamais vers les cultures et les cycles peu ou pas chauffés.

Outre l'aspect agronomique, la tenue en vase reste un des facteurs de qualité principal à respecter. Selon les espèces, une bonne tenue des fleurs varie de 6 à 15 jours, ce critère peut être éliminatoire. Les essais de tenue en vase viennent renforcer l'évaluation des nouvelles espèces/variétés proposées par les obtenteurs.

Les intérêts sont sociaux, environnementaux, économiques, techniques et scientifiques :

- **Économique** : Pour les producteurs, les résultats permettent de mieux choisir les variétés parmi les très nombreuses propositions commerciales, et éviter d'éventuels échecs techniques et/ou commerciaux qui mettraient à mal les entreprises.
- **Technique** : Les gains agronomiques permis par les variétés plus performantes
- **Environnemental** : Les gains potentiels apportés par des cultures mieux adaptées au climat local en matière de consommation énergétique, résistance aux bio agresseurs et aux maladies.
- **Social** : Le développement des nouvelles productions, permis par la performance économique et commerciale issue du projet, permettra de consolider les entreprises et donc l'emploi. Mieux encore, une relance de la production pourra augmenter les emplois dans la région.

Les essais de valeur agronomique en 2025 porteront sur 14 fleurs coupées : Les études variétales se dérouleront dans des conditions de moins en moins énergivores. Les travaux se poursuivront sur les pérennes, Roses, Graminées et les bulbeuses (Lis, Callas, Dahlia, Anémones et renoncules). Pour le Lisianthus, l'impact du changement climatique sera très étudié. Enfin seront étudiées des variétés adaptées à une production automnale ainsi que des vivaces à froid.





Anémone



Renoncule



Lisianthus



Rose



Dahlia



Delphinium

## **2. Production intégrée du Lisianthus a très faibles intrants sous climat méditerranéen grâce à la culture hors-sol**

L'objectif du projet est de maintenir et développer une filière de production française sur le créneau commercial indispensable du Lisianthus en l'axant sur des productions intégrées à bas intrants. La maîtrise de la production en hors sol et le basculement vers un système de production clos, permettra de résoudre les problèmes techniques, économiques et environnementaux posés par l'actuelle culture en pleine terre.

## **3. Adaptation climatique et réduction de l'impact environnemental des cultures d'anémones/renoncules en système hors sol recyclé sous climat méditerranéen**

Produites sans chauffage d'octobre à avril, les anémones et renoncules assurent maintenant une grande part de la production hivernale de fleurs en région PACA et sont donc devenues des productions très stratégiques pour attirer et conserver les acheteurs sur nos marchés. Pour des raisons sanitaires, techniques et ergonomiques, la culture hors sol s'est maintenant développée dans plus de 80% des entreprises. Les investissements réalisés pour le passage en hors sol sont notables alors même que ces cultures ont des chiffres d'affaires proche variant de 25 à 30€/m2.

L'impact des fortes chaleurs estivales en période de plantation incite à adapter les itinéraires au changement climatique observé. La préservation de la ressource en eau pousse à recycler les solutions et produire en circuit fermé, en contrôlant la qualité des substrats et des solutions. La concurrence et les aléas climatiques imposent de maîtriser le calendrier de production pour conserver ou gagner des marchés. Le projet a donc pour finalité d'augmenter la performance économique et environnementale des productions d'anémones/renoncules en mettant au point de nouveaux itinéraires et la gestion du système de culture en recyclage.

## **4. Nouveaux substrats biosourcés et locaux pour réduire l'impact carbone des productions de fleurs coupées et fiabiliser les approvisionnements**

Pour des raisons sanitaires, agronomiques mais aussi ergonomiques, de nombreuses cultures de fleurs coupées sont réalisées en hors sol, dans des bacs/pots avec substrat. Ces substrats sont principalement la perlite (produite à très haute température), la fibre de coco (produite en Asie ou en Afrique) ou la tourbe (production limitée à terme).

La crise actuelle de l'énergie, les difficultés de fourniture et de transport de produits mondialisés ont provoqué une hausse phénoménale du coût des substrats, ainsi que des ruptures d'approvisionnement. Pour rester compétitive, la production de fleurs coupées française doit absolument fiabiliser ses approvisionnements, tant au niveau des coûts que de la disponibilité.

De plus, le profil environnemental (bilan carbone) des substrats actuels mériterait d'être amélioré car ils sont soit très énergivores (soit consommateurs d'énergie pour leur transport depuis les confins du monde).

L'objectif de ce projet est donc de trouver des substrats performants disposant d'un approvisionnement plus local (France entière) et d'une ressource biosourcée, abondante et peu énergivore.

## **5. Adaptation de la Protection biologique intégrée des cultures florales diverses en climat méditerranéen**

En horticulture, une fleur doit être exempte de tout défaut visuel, puisque sa beauté est son unique valeur marchande. Or les pertes agronomiques sont essentiellement dues aux nuisibles des plantes et plus particulièrement aux ravageurs qui abîment les tiges florales. Souvent, face aux dégâts, l'horticulteur ne peut que constater la baisse régulière du chiffre d'affaires de son entreprise, accentuée par les aléas climatiques. Dans le Var, depuis plusieurs années consécutives, la sécheresse touche toutes les saisons. Le caractère de calamité agricole a été reconnu par arrêté ministériel du 09 mars 2023.

De plus, la hausse du coût des énergies, déjà engagée à la fin du 1er semestre 2022, se poursuivra en 2025. Dans ces nouvelles conditions climatique et économique, la finalité du projet est de trouver les moyens et les stratégies de protection des cultures florales avec un minimum de pesticides (voire sans).

## **6. Adaptation au changement climatique et recherche de végétaux plus économes en intrants pour la pépinière et le paysage méditerranéens**

Face à la raréfaction de la ressource en eau et des restrictions d'arrosage qui en découlent, ainsi qu'à la réduction des intrants en espaces verts liée notamment à des contraintes budgétaires (dont l'eau), les professionnels du paysage (producteurs, collectivités, paysagistes) doivent tout de même répondre à une forte demande de la part des usagers en matière de végétalisation.

Pour atteindre cet objectif il est impératif d'utiliser tous les leviers disponibles pour économiser la ressource en eau, mais également limiter l'entretien et le temps passé dans les cultures (traitements, tailles). Si des solutions techniques voient peu à peu le jour, la demande reste forte et constante en matière de diversification de la palette végétale.

## **II. ASTREDHOR portera en 2025 deux projets de recherche dans le cadre de la Grappe d'Entreprises FLORISUD Var Méditerranée.**

Définis et réalisés pour les producteurs et autres professionnels de la fleur coupée du Var, financés par le Département du Var, TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et la Chambre d'Agriculture du Var, ces programmes traitent de problématiques ciblées très spécifiques au bassin de production de TPM, qui représente une grande part de la production française de fleurs coupées.

### **1. FLORISUD Projet n°2 : « Innovation et aide à l'optimisation des rotations intensives ».**

L'objectif est d'optimiser le chiffre d'affaires au m<sup>2</sup> en contrôlant au mieux les charges et en réduisant l'impact environnemental grâce à un choix judicieux des gammes et des conditions de productions. Il s'agit de s'adapter de façon la plus pertinente à la demande des marchés et au climat local qui permet d'envisager des productions avec peu ou pas de chauffage.

Le projet a pour objectif de proposer aux entreprises de production des systèmes d'aide à la décision qui permettent d'optimiser l'occupation de l'outil serre/abri, tout en adaptant à la demande l'offre d'une gamme de fleurs dites « méditerranéenne élargie » dans le cadre de la stratégie globale élaborée localement.

La gamme de fleurs étudiée comporte à la fois des espèces méditerranéennes traditionnelles et des espèces non spécifiques à la région mais qui sous les conditions locales sont valorisées par leur calendrier de production (donc de vente) et leur standard de qualité. La gamme évolue selon les demandes du marché, les orientations des producteurs et les conditions climatiques. Depuis 2015, un effort particulier a été porté sur des productions du printemps à l'automne.

Avec les changements énergétiques actuels, la quasi suppression du système intensif chauffé est actée et les essais développent plus d'actions en système extensif (pleine terre non chauffé), ce qui sera amplifié en 2025. L'enjeu est de se démarquer d'une forte concurrence internationale en proposant une gamme innovante dont les itinéraires techniques tirent le meilleur profit des conditions climatiques, socio-économiques et techniques des exploitations varoises.

Il s'agit de valoriser au mieux les savoir-faire en matière de système de production vertueux au niveau environnemental et la place dans le territoire national avec des fleurs garanties « fleurs de France ». Le projet comprend une phase de recherche appliquée (détermination des itinéraires techniques et la production d'informations technico-économiques utiles à la décision) et une phase de transfert de connaissances en entreprises (via notamment l'outil informatique 'ACRI' créé à cette occasion)

L'outil d'aide à la décision pour les rotations intensives sous abri méditerranéen a été réalisé. La priorité actuelle consiste toujours à approvisionner l'outil en références récemment acquises à la station et à communiquer davantage sur le projet et l'accessibilité à l'outil pour les professionnels.

En 2025 le projet sera uniquement axé sur les fleurs coupées ornementales, avec un volet sur les valorisations désynchronisant récolte et vente : conservation longue durée des fleurs fraîches, et éventuellement séchage. ASTREDHOR essaye toujours de trouver de nouveaux calendriers de production (giroflée, dahlia, mufler, etc.) avec comme objectif de produire sans chauffage du printemps à l'automne voire début de l'hiver.

A l'aide du poster présentant l'outil ACRI, de la présentation filmée réalisée et de nouveaux outils de communication seront développées les actions de promotion des travaux.

## **2. FLORISUD Projet « Pivoine primeur » : « Maîtrise de la production durable de pivoines primeurs au sein de la filière horticole varoise »**

Grâce à ses conditions climatiques particulières mais changeantes, le Var dispose d'un créneau commercial unique au monde pour une pivoine primeur de qualité. A l'origine du développement massif de cette culture, la station poursuit son action afin de bien maîtriser et valoriser cet atout dans le cadre de productions de qualité respectant l'environnement.

Ce projet a pour objectif de doter la filière varoise de l'ensemble des données et outils pour la maîtrise de la production de pivoines de la fin mars à la fin mai. Alors que la pivoine reste la 1<sup>ère</sup> fleur coupée à la SICA MAF d'Hyères en termes de chiffre d'Affaires et ce malgré la saisonnalité de la production – l'enjeu est de se démarquer de la concurrence internationale qui se développe rapidement et d'exploiter au mieux ce créneau commercial unique de la pivoine primeur dans le Var en proposant une gamme de pivoine précoce, innovante et de grande qualité.

Le changement climatique de plus en plus marqué par une diminution du froid sur la zone de production, alors que le froid est nécessaire à une floraison de qualité, rend le projet encore plus important pour la rentabilité de cette filière dont le plein potentiel commercial ne semble pas encore atteint. De plus, vu les surfaces de culture engagées (200 ha recensés par la SICA MAF) et leur localisation côtière, il s'agit d'assurer un impact minimum sur l'environnement (dont la ressource en eau) de ce potentiel de production. La production « durable » envisagée dans ce programme relève donc aussi d'une démarche environnementale, pour un aménagement harmonieux du territoire liant performance économique et protection de l'environnement.



## ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

DEPENSES en €		RECETTES en €	
Achats: Matières premières - Approvisionnement	82 000	Vente de produits et prestations de service	98 033
Services Extérieurs	46 920	Subventions	330 500
Autres services extérieurs	50 210	Conseil Départemental du Var	85 000
Charges de personnel	267 042	Conseil Régional Sud	171 000
Autres Charges de gestion courante	370	TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	54 000
		Mairie d'Hyères	15 500
Autres		CDAV	5 000
Dotations aux amortissements	33 000	Autres produits dons, cotisations, ...	30 587
Impôts et taxes	16 578		
		Report ressources non utilisées	37 000
<b>TOTAL</b>	<b>496 120</b>	<b>TOTAL</b>	<b>496 120</b>

La subvention de 54 000 € représente 10,88 % du total des produits :  
 (montant attribué/total des produits) x 100.

